

Fribourg aspire à devenir le pôle de compétence en matière de cyberadministration

Si la cyberadministration vise à rendre les services administratifs plus efficaces, son introduction est à la traîne en Suisse. Le pôle de compétence eGov Technology Center de l'École d'ingénieurs et d'architectes de Fribourg entend faciliter le processus en fournissant des solutions en accord avec les standards de la Confédération. Nicolas Paratte

Depuis que le Conseil fédéral a adopté une stratégie nationale de cyberadministration en janvier 2007, sa concrétisation auprès des administrations publiques est proche du point mort. Près de la moitié des communes, notamment les petites, n'ont jusqu'ici pas élaboré de politique en la matière. Le manque de ressources financières et de personnel IT constitue le principal obstacle au déploiement de services électroniques à la population. Cette situation est d'autant plus alarmante que la demande en prestations de cyberadministration est en constante augmentation selon une étude récente réalisée par l'institut de recherche gfs.bern pour le compte de l'Unité de stratégie informatique de la Confédération (USIC). Face aux attentes de l'e-gouvernement, les communes sont donc débordées. Elles ont besoin non seulement de l'aide des cantons, mais aussi des entreprises.

Le département TIC de l'École d'ingénieurs et d'architectes de Fribourg (EIA-FR) a bien saisi les enjeux en cours. En mettant sur pied le centre de compétence eGov Technology Center, il a pour objectif de positionner le canton de Fribourg comme un des leaders dans l'élaboration de solutions technologiques de cyberadministration, en adéquation avec les standards de l'e-gouvernement suisse. Fruit d'une collaboration entre partenaires académiques, cantons, communes et secteur privé actif dans le domaine IT, le pôle a donc pour vocation de devenir un centre de recherche de portée nationale. Parrainé par le Seco, il facilite déjà l'accès au marché de



Antoine Delley, chef du département des TIC de l'École d'ingénieurs et d'architectes de Fribourg et Maria Sokhn, cheffe de projet de l'eGov Technology Center.

la cyberadministration aux entreprises régionales, notamment en les aidant à mettre en œuvre de nouvelles technologies ou en ayant mis en place une infrastructure de développement et de test de services leur permettant d'offrir des prestations de pointe.

Serveur de référence

Pour améliorer la qualité des services publics, l'eGov Technology Center vise d'abord l'acquisition de nouvelles connaissances dans quatre domaines: la gestion de formulaires électroniques, la sécurité (identité et signature numérique), l'intelligence sur les données (web sémantique, utilisation de descripteurs ontologiques) et l'interopérabilité des données entre les divers acteurs concernés (utilisation de normes communes). Le but est d'offrir des prestations avant-gardistes à travers des études de faisabilité et des prototypes. Depuis avril de cette année, la HES- SO Fribourg héberge ainsi, sous mandat du Seco, un serveur de référence qui, après sa phase test, est entré en production fin septembre. «L'école n'a pas vocation à faire de l'hébergement, mais une fois que le service standardisé est mûr et abordable financièrement, nous le transférons dans le privé en vue d'une commercialisation», explique Antoine Delley, responsable du département des TIC à l'EIA-FR et représentant du canton de Fribourg dans le comité

d'AlpICT. «Pour le moment, nous sommes les seuls en Suisse à disposer d'une telle infrastructure.» Durant la phase probatoire, divers prestations ont été développées, à l'image d'un formulaire destiné à l'organisation de lotos en collaboration avec la préfecture de la Broye. La commune de Villars-sur-Glâne a également récemment testé une formule d'e-payment. Les produits créés existent sous un format générique, mais les communes peuvent toujours les adapter à leurs besoins.

L'eGov Technology Center fonctionne toutefois comme un laboratoire d'expérimentation permanent de nouvelles technologies et non comme une entreprise. «Une fois le prototype développé avec nos partenaires, ces derniers implantent le logiciel sur le site de la commune. Nous ne voulons cependant pas voler le travail au secteur privé», souligne Maria Sokhn, cheffe de l'eGov Technology Center. Actuellement, une dizaine de sociétés sont parties prenantes au projet dans un partenariat public-privé. Une exception existe néanmoins: la start-up Be-cause nouvellement créée et constituée d'ingénieurs de l'école. Emanation de l'eGov Technology Center, cette dernière est ainsi devenue un nouvel associé qui répondra à des besoins particuliers en matière de cyberadministration en se focalisant sur des thèmes complémentaires aux entreprises partenaires. <



Initiative des cantons de Berne, Fribourg, Vaud, Neuchâtel, Genève, Valais et Jura, soutenue par le Secrétariat d'État à l'économie (SECO), Alp ICT a pour mission de créer une dynamique économique au bénéfice des acteurs des TIC de Suisse occidentale par l'activation de liens multilatéraux entre les acteurs économiques, politiques et scientifiques. www.alpict.ch